



**Trésorerie nationale**

Département

Trésor

**République d'Afrique du Sud**

**CABRI** 

Collaborative Africa Budget Reform Initiative

# FORUM FISCAL AFRICAIN

## RISQUES MACROÉCONOMIQUES : DÉFIS BUDGÉTAIRES



Présenté par :

**Edmund Koroma**

Secrétaire aux finances, Sierra Leone

# APERÇU DE LA PRÉSENTATION



1. Introduction
2. Impact des chocs financiers mondiaux sur les indicateurs macroéconomiques
3. Réaction de la Sierra Leone aux chocs exogènes causés par la crise
4. Domaines prioritaires des dépenses publiques
5. Défis de la mise en œuvre du budget
6. Conclusion



# Introduction

- Avant la crise
  - ✓ La plupart des pays africains ont mis en œuvre des programmes avec le FMI, qui ont entraîné :
    - ❖ Une croissance macroéconomique stable et forte
    - ❖ L'amélioration de la situation de la balance des paiements
    - ❖ Un DSRP (ou CSLP) solide
    - ❖ Des déficits budgétaires stables
    - ❖ Des niveaux d'endettement soutenables après la mise en œuvre des initiatives d'allègement de la dette IADM et PPTE.



# Introduction - Suite

- Impact de la crise mondiale
  - ✓ L'impact est d'abord ressenti par les pays émergents et frontaliers
    - ❖ En raison des meilleurs liens du secteur financier
  - ✓ Les effets de deuxième vague (secondaires) ont ébranlé les performances macroéconomiques dans la plupart des pays africains
  - ✓ Les chances d'atteindre les OMD sont réduites
  - ✓ Les progrès vers la réduction de la pauvreté sont revus
  - ✓ Les déficits budgétaires sont augmentés afin d'amortir les répercussions des chocs

# Indicateurs macroéconomiques essentiels pour la Sierra Leone



	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
<b>PIB réel</b>	<b>7,4</b>	<b>6,4</b>	<b>5,5</b>	<b>3,2</b>	<b>5,0</b>
<b>Inflation</b>	<b>7,9</b>	<b>16,4</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>	<b>17,8</b>
<b>Déficits budgétaires/PIB</b>	<b>1,74</b>	<b>1,19</b>	<b>5,10</b>	<b>3,0</b>	<b>7,1</b>
<b>Balance courante/PIB</b>	<b>5,44</b>	<b>6,21</b>	<b>5,68</b>	<b>7,90</b>	<b>11,2</b>
<b>RBI/PIB</b>	<b>11,8</b>	<b>10,8</b>	<b>11,4</b>	<b>11,6</b>	<b>13,0</b>
<b>Dette extérieure/PIB</b>	<b>123,5</b>	<b>33,1</b>	<b>32,4</b>	<b>41,5</b>	<b>42,4</b>
<b>Dette totale/PIB</b>	<b>138,5</b>	<b>46,9</b>	<b>48,0</b>	<b>58,2</b>	<b>61,3</b>
<b>Service de la dette totale/ Recettes budgétaires intérieures (RBI)</b>	<b>40,3</b>	<b>29,5</b>	<b>22,2</b>	<b>19,5</b>	<b>23,2</b>

# Réaction de la Sierra Leone aux chocs exogènes causés par la crise



- Chocs exogènes
  - Hausse mondiale des prix des produits alimentaires et des carburants
  - Chute des prix des minerais et autres matières premières
  - Baisse et retard des décaissements des donateurs
- Réaction
  - Droits d'entrée et droits d'accise réduits
    - Le droit à l'importation sur le pétrole a été réduit de 5% du prix CAF ad valorem à 20 US\$ par tonne métrique ;
    - Le droit à l'importation sur le riz a été réduit de 15 à 10% ;
    - Le droit à l'importation sur le riz a actuellement été retiré (ramené à zéro)

# Réaction de la Sierra Leone aux chocs exogènes causés par la crise - Suite



- Réaction (suite)

- Le prix de référence fixe utilisé pour évaluer le riz a été défini à 375 US\$ par tonne métrique, bien inférieur au prix global mais plus élevé que le prix de référence de 2007 de 260 US\$ par tonne métrique ;
- Le droit à l'importation sur la farine est passé de 20 à 10% ;
- Le droit à l'importation sur le blé est passé de 5 à 2,5% ;
- Le droit à l'importation sur le sucre est passé de 20 à 10% ;
- 71 000 boisseaux de semences de riz fournis aux agriculteurs
- Protection de la prestation des services de base aux groupes vulnérables

# Défis auxquels fait face le budget



- **Chocs en matières des produits alimentaires et du carburant**
  - Dépenses pour les autres domaines prioritaires écartées
  - Troubles sociaux
- **Retards et baisse des décaissements des donateurs**
  - Augmentation de l'écart entre les engagements et les décaissements
  - Augmentation de l'utilisation des avances de la banque centrale
    - Pressions inflationnistes liées aux prix des carburants
  - Hausse des emprunts aux banques commerciales et aux institutions publiques non bancaires
    - Augmentation des taux d'intérêt (éviction des investissements privés)
    - Augmentation des obligations au titre du service de la dette au sein du budget

# Défis auxquels fait face le budget



- **Infrastructures de financement**
  - Les infrastructures en mauvais état représentent une contrainte pour la croissance économique
  - Cela accroît le coût de la pratique des affaires
  - Des infrastructures modernes bien développées sont le fondement d'un développement économique rapide
  - La Sierra Leone a besoin d'1,4 milliard d'US\$ à moyen terme pour faire face à ce sérieux problème d'infrastructures
  - Retards en contrepartie des projets d'infrastructures : choc en matière des dépenses d'investissement intérieur

# Défis auxquels fait face le budget



- **Mise en œuvre de la réforme des salaires**
  - Des salaires appropriés sont essentiels au maintien de l'intégrité et des performances de la fonction publique
  - Le gouvernement considère que la réforme de la fonction publique est essentielle à la prestation de biens et services publics
  - Pression pour l'accroissement des salaires au-delà des capacités budgétaires actuelles

# Défis auxquels fait face le budget



- **Élections générales en 2012**

- Les élections présidentielles, parlementaires et des collectivités locales qui se déroulent simultanément en 2012 ont des implications budgétaires importantes
- Il est prévu que la plupart des fonds pour les élections proviennent de donateurs. Si cette source de financement venait à manquer, le budget en souffrirait
- La conduite d'élections crédibles est d'une importance capitale pour la viabilité de notre institution démocratique naissante

# Domaines prioritaires des dépenses publiques



- Approvisionnement fiable en électricité ;
- Accroissement de la quantité et de la productivité à valeur ajoutée de l'agriculture et de la pêche ;
- Développement d'un réseau de transport national pour permettre les mouvements des personnes et des biens ;  
et,
- Garantir un développement humain durable

# Conclusion



- La mobilisation des ressources intérieures est cruciale pour la croissance économique
- Élargissement de l'assiette fiscale
- Protection des dépenses dans les secteurs liés aux OMD
- Expansion des programmes de dispositifs ciblés de protection sociale
- Rationalisation des dépenses
- L'Afrique a besoin de programmes du FMI qui favorisent la croissance en faveur des pauvres et permettent un espace budgétaire pour le financement d'infrastructures